

DELIBERATION N° 20_05_03

Assemblée Générale du 27 mai 2020

OBJET : Plan de continuité d'activité et plan de reprise d'activité portant protocole de déconfinement Covid-19

Vu le Règlement Européen n°1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006, relatif à un Groupement Européen de Coopération Territoriale,

Vu le Règlement Européen n°1302/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013, relatif à un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) en ce qui concerne la simplification et l'amélioration de la constitution et du fonctionnement de groupement de ce type,

Vu la Convention et les Statuts du GECT Pyrénées-Méditerranée signés le 18 juin 2009, modifiés,

Vu l'Arrêté du Préfet de Région Midi-Pyrénées en date du 25 août 2009 portant création du GECT Pyrénées-Méditerranée,

Vu le Code Général des Collectivités Locales et Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu la délibération n° 19_12_08 du 20 décembre 2019 portant expérimentation du télétravail ;

Vu l'article L. 3131-1 du code de la santé publique

Vu l'article L. 16-10-1 du code de la sécurité sociale

Vu le Décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus

Vu l'instruction n° 7 du 23 mars 1950

Vu la note de la DGCL à l'attention des collectivités territoriales et de leurs établissements publics en leur qualité d'employeur public

Vu la note du centre de gestion des Pyrénées-Orientales portant organisation administrative de prévention du risque

Vu la Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

Eurorégion Groupement Européen de Coopération Territoriale Pyrénées-Méditerranée

Vu le plan de continuité d'activité de l'établissement durant le confinement référencé 200316_NOT_COVID-19 MSESURES EPM

Vu le Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

Vu la Loi 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions

Vu le protocole national de déconfinement du 3 mai 2020 du Ministère du travail

Vu le guide pratique du déconfinement dans les collectivités locales et leurs établissements du 11 mai 2020 du Centre de gestion des Pyrénées-Orientales

Après en avoir délibéré, l'Assemblée générale, à l'unanimité des membres,

DECIDE :

Article un :

Approuve le plan de continuité d'activité et la stratégie du plan de reprise d'activité portant protocole de déconfinement tel qu'annexé à la présente délibération.

Article deux :

Approuve le mode d'organisation en télétravail durant la totalité du temps de travail, soit une quotité de 5 jours par semaine durant une période d'état d'urgence sanitaire préconisant le confinement.

Durant ladite période, dit que toutes les activités sont éligibles au télétravail dans ces circonstances et que la quotité de jours de télétravail peut être réduite par la Direction à sa demande ou pour les agents qui en feraient la demande au regard de leurs conditions de travail à domicile.

Article trois :

En dehors du cadre de l'état d'urgence sanitaire et des mesures de confinement à domicile de la population, complète la délibération n° 19_12_08 du 20 décembre 2019 portant expérimentation du télétravail pour une durée d'un an et approuve la modification de la quotité de travail qui est dorénavant portée à 3 jours par semaine et le temps de présence sur le lieu d'affectation qui ne peut être inférieur à 2 jours par semaine.

Dit que la présente délibération est soumise à titre exceptionnel a posteriori, à avis des comités technique et comité d'hygiène et sécurité des conditions de travail placés auprès du centre de gestion des Pyrénées-Orientales, réunis en séance le 29 mai 2020.

Dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Dit que le Directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait conforme aux registres des délibérations.

**La Présidente en exercice
Francina Armengol i Socías**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

Et publication ou notification le :

Copie pour exécution : Paierie Régionale Occitanie

EUROREGION PYRENEES-MEDITERRANEE
GEST
El Centre del món
35 Boulevard Saint-Andrieu
CS 323032
66011 PERPIGNAN CEDEX
SIRET 130 007 511 00038

Pour la Présidence en exercice, par délégation,
Le Directeur Général

Xavier BERNARD-SANS



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7